



Communiqué FSU

Les Lilas le 18 juin 2018

Exclusif... Fonction publique : Emmanuel Macron ne tient pas sa promesse !

Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion du rendez-vous salarial pour revaloriser les salaires des agent-es publics. Ainsi, il n'honore pas la promesse de campagne faite par Emmanuel Macron « d'améliorer le pouvoir d'achat de tous les salariés », puisqu'il laisse de côté plus de cinq millions d'agent-es de la Fonction publique !

Pire, il maintient le gel de la valeur du point d'indice et ne propose que quelques mesures dont la portée sera limitée (Compte Épargne Temps, aides au logement, indemnités kilométriques...).

Pourtant, ce rendez-vous était très attendu après les pertes subies ces dernières années, le gel du point d'indice en mai 2017, le report d'un an des mesures PPCR, le rétablissement de la journée de carence et une compensation insuffisante de la CSG.

Pour que le travail, les qualifications et l'engagement professionnel des agent-es soient réellement reconnus, la FSU a exigé la revalorisation de la valeur du point d'indice mais aussi des discussions qui, suite au protocole PPCR, permettraient d'améliorer encore les déroulements de carrières, d'harmoniser davantage les grilles de rémunérations et de reconnaître mieux les qualifications.

Elle a également insisté pour que à travail de valeur égale, le salaire soit égal entre les femmes et les hommes.

A la veille de discussions sur l'avenir du système des retraites, la FSU a alerté sur les effets négatifs de cette situation sur le niveau des pensions.

Les décisions prises aujourd'hui vont encore pénaliser les agent-es et accentuer le décrochage de salaires avec le secteur privé au détriment des agent-es publics.

La FSU a dit sa déception et son mécontentement à l'issue de ces annonces.